

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/La-Russie-et-la-Chine-des-amis-pour-toujours>

# La Russie et la Chine, des amis pour toujours ?

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : dimanche 7 février 2021

## **Description :**

La Russie et la Chine, des amis pour toujours ? Sobre los problemas de su alianza, forjada por la estupidez de Washington. La coopération russo-chinoise est de plus en plus étroite et s'étend à des zones sensibles auparavant inimaginables... Rafael Poch de Feliu

---

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

---

### A propos des problèmes de leur alliance, forgée par la stupidité de Washington

La coopération russo-chinoise est de plus en plus étroite et s'étend à des zones sensibles auparavant inimaginables. En octobre 2019, le président Poutine a révélé, par exemple, que la Russie aidait la Chine à créer un système d'alerte pour les attaques de missiles, ce qui semble anticiper un système intégré et un rudiment d'alliance militaire défensive. Ce sont certainement des avancées majeures.

Dans le même ordre d'idées, la dernière grande déclaration commune sino-russe, celle de Moscou du 11 septembre, offrait tout un catalogue de l'élargissement de l'harmonie entre Moscou et Pékin sur la situation internationale. (Rappelons que la première visite à l'étranger de Xi Jinping en tant que président fut en Russie.) Cette déclaration mentionnait la campagne anti-chinoise et la politisation due à la pandémie (le « *virus Wuhan* » de Trump), la [campagne européenne](#) et étasunienne pour minimiser la contribution décisive de l'URSS dans la défaite du nazisme, et la revitalisation d'un militarisme sans complexe dans les deux puissances vaincues en 1945 : l'Allemagne et le Japon . Elle a également dénoncé des sanctions et des pressions militaires, avec des interférences déstabilisantes et des alliances avec des pays hostiles pour resserrer l'étau autour de chacune des deux puissances ; L'OTAN et le GUAM - la Géorgie, l'Ukraine, l'Azerbaïdjan et la Moldavie, créés en 1997 - dans le cas de la Russie, et le *Quad* - Australie, Inde, Japon et États-Unis - dans celui de la Chine.

« Jusqu'à présent, l'entente russo-chinoise se concentrait exclusivement sur les relations bilatérales, mais elle est progressivement devenue une coordination de politique étrangère initialement limitée mais qui continue de s'intensifier », observe le toujours fin analyste diplomatique indien [MK Bhadrakumar](#).

Le fondement principal de cette coopération générale est le même mauvais traitement que les deux pays reçoivent des États-Unis d'Amérique. « Les stratèges US continuent d'ignorer la perspective d'une alliance entre la Russie et la Chine. Ils supposent joyeusement qu'il est possible de contenir et d'éroder progressivement les deux pays par des sanctions, des restrictions commerciales, financières, d'investissement et technologiques, et, simultanément, de saper leur stabilité interne en finançant l'opposition interne à leurs régimes avec un endoctrinement d'éléments « pro-occidentaux » de la guerre d'information informatif », dit Bhadrakumar.

Un an avant l'importante déclaration conjointe de Moscou, le président du Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale de Chine, Li Zhanshu, s'est également rendu dans la capitale russe. Li a ensuite déclaré : « Les États-Unis procèdent à un double siège de la Chine et de la Russie et essaient de semer la discorde, mais nous le voyons et nous ne mordons pas à l'appât. La raison principale est que nous avons une base très solide pour une confiance politique mutuelle ». La première affirmation est correcte, la seconde ne l'est pas : il n'y a pas de confiance entre la Russie et la Chine.

## Une profonde méfiance

Au stade de la « crucifixion » de la Chine (pour reprendre la terminologie du grand sinologue français [Jacques Gernet](#)), à l'époque du pillage colonial et des abus du XIXe et du début du XXe siècle, la Russie était un autre « démon étranger » pour la Chine. Dans l'expansion de la Russie vers l'est aux 17ème et 18ème siècles, les Russes se sont heurtés aux Chinois. Jusqu'en 1850, la région que l'on appelle aujourd'hui l'Extrême-Orient russe (*Dalni Vostok*), de l'est du lac Baïkal à l'océan Pacifique, était *plutôt chinoise*. Cela a cessé de l'être à cause de l'Accord

d'Aigún (1858), un de ces « traités inégaux » que la Chine impériale affaiblie fut obligée de signer avec les étrangers.



Dans sa dernière incarnation soviétique, la Russie fut le précepteur des débuts de la République populaire de Chine, mais cette tutelle hautaine fut bientôt perçue par Mao comme une soumission étrangère et fut l'un des éléments de la rupture sino-soviétique des années soixante dont l'apothéose fut [la guerre d'Ussuri](#) au Printemps 1969. Jusqu'à la fin des années 80, l'URSS a maintenu 44 divisions déployées le long de sa frontière de plus de 6 000 kilomètres avec la Chine, soit treize divisions de plus que sur le front occidental contre l'OTAN. En 1972, les Chinois avaient accepté l'entente offerte par Nixon et Kissinger avec laquelle Washington augmentait sa pression sur l'URSS, et pour l'armée soviétique, la question de savoir qui était le « principal ennemi » de l'URSS n'avait pas de réponse simple dans les années soixante-dix. Quelle méfiance mutuelle ce passé génère-t-il aujourd'hui ? La réponse à cette question est certainement très nuancée, mais elle ne fournit certainement pas « une base très solide pour la confiance politique mutuelle ».

## Les subterfuges de la Russie

Le [dépit envers l'Occident](#) qui domine aujourd'hui parmi les dirigeants russes après l'incapacité européenne à assumer le projet gorbatchevien/gaulliste d'une « Europe de Lisbonne à Vladivostok » - incapacité instrumentalisée par l'OTAN - conduit au flirt intellectuel avec le soi-disant « *eurasisme* » : Le président Poutine dit que Washington est « incapable de conclure des accords » et son ministre des Affaires étrangères, Lavrov, dit que « nous devons cesser de nous inquiéter des revendications de nos partenaires européens ». La mentalité déclarée pourrait se résumer ainsi : « Abus, sanctions et harcèlement militaire de l'Occident ? Eh bien, nous visons la Chine, nous n'avons pas besoin de vous. » Plus facile à dire qu'à faire.

L'Europe n'est certainement pas le seul marché (énergétique) de la Russie, mais c'est le plus approprié et à bien des égards le plus pratique. J'ai assisté aux négociations sino-russes sur l'approvisionnement du gaz sibérien exporté vers la Chine, et j'atteste de sa définition par un observateur russe, comme un « drame aux dimensions shakespeariennes » : il a fallu des années pour s'entendre sur les prix et le climat régnant dans la délégation russe était d'une irritation monumentale.

La Russie ne veut pas être le « petit frère » de la Chine. En fait, c'est un rôle qu'aucune nation avec une identité de pouvoir ne veut. Mais dans le cas de la Russie, qui était autrefois la « grande soeur » de la Chine, ce changement de rôles avec quelqu'un qui a maintenant une économie qui représente au moins cinq fois la sienne, est particulièrement difficile. L'hypothèse de devenir quelque chose comme la station-service chinoise, avec la servitude

que cela implique, est rejetée par les experts russes avec un optimisme verbal extérieur qui ne correspond pas aux préoccupations internes soulevées à Moscou par l'horizon d'une corrélation de forces si inégales. avec la Chine en plein essor.

« Je ne pense pas qu'il y ait un risque sérieux que la Russie se retrouve dans une dépendance stratégique vis-à-vis de la Chine. Aucune dépendance vis-à-vis d'une puissance étrangère n'est acceptable pour la Russie dont la passion tant désirée pour la souveraineté qui l'empêche d'être la « petite soeur », est bien connue », déclare Sergueï Karaganov, président du Conseil russe de la défense et de la politique étrangère. L'identité eurasiennne de la Russie lui permet de se brancher sur son voisin oriental, déclare Karaganov :

« Étant culturellement avant tout européenne, la Russie est principalement asiatique politiquement et socialement. Sans une centralisation excessive, sans un pouvoir autoritaire fort et sans la Sibérie avec sa richesse infinie, le pays ne serait pas ce qu'il est aujourd'hui et ce qui définit son code génétique comme une grande puissance. Bien qu'il existe des différences culturelles colossales, la Russie et la Chine ont de nombreux points communs dans l'histoire. Jusqu'au 15ème siècle, les deux étaient en parties conquises par l'Empire mongol, le plus grand que le monde ait jamais connu. La seule différence est que la Chine a assimilé les Mongols, tandis que la Russie les a chassés, mais a absorbé de nombreuses caractéristiques asiatiques pendant les deux siècles et demi de leur règne. Au cours des cinq cents ans de leadership en Europe et en Occident, le « caractère asiatique » a été perçu comme un signe d'arriération. Mais maintenant, il semble devenir un avantage concurrentiel, à la fois en termes de capacité à concentrer les ressources pour une concurrence rude, et en termes de relever de nouveaux défis.

Au cas où ces caractéristiques n'empêcheraient pas « la Chine de traiter ses partenaires comme des vassaux », la Russie, l'Inde, la Turquie, l'Iran, le Japon, le Vietnam et bien d'autres « se lèveraient », dit Karaganov. Les relations de Moscou avec « certains pays européens » et « des relations plus étroites avec des pays asiatiques clés, tels que l'Inde, le Japon, la Corée du Sud, le Vietnam, la Turquie, l'Iran et les pays de l'ASEAN » serviraient à équilibrer et contrecarrer une telle tentative dominante de la Chine, signale cet expert, qui conclut en citant le projet russe de « grand partenariat eurasiennne », officiellement soutenu par Pékin, comme « un système de relations politiques, culturelles et civilisationnelles égalitaires » dans lequel la Chine ne serait que « *primus inter pares* ».

Ce serait bien pour la Russie si le temps confirmait cette dentelle aux fuseaux ...

## Pragmatisme chinois

Du côté chinois, il n'y a pas la moindre envie d'entrer dans une logique de bloc, à laquelle la Russie est habituée en raison de l'inertie de sa longue impulsion avec l'Occident pendant la phase bipolaire de la guerre froide. Les doutes et les appréhensions de Pékin quant à l'avenir et à la durabilité de la rancune actuelle de la Russie envers le reste de ces « démons étrangers » ne peuvent être qu'énormes. Dans le même temps, ces doutes n'empêchent pas l'attitude instrumentale que les circonstances imposent : « La Chine et la Russie n'ont pas l'intention de former une alliance militaire car cela ne résoudrait pas les défis globaux auxquels les deux pays sont confrontés, (mais) tant qu'ils coopèrent stratégiquement, ils peuvent générer une dissuasion efficace et un effort commun pour faire face à des problèmes spécifiques, résister aux tentatives d'annulation des deux pays et freiner la mauvaise conduite internationale des États-Unis. » signal un éditorial du journal chinois *Global Times*.

Une alliance militaire « ne serait qu'un dernier recours pour le pire des cas : si les États-Unis ou un autre pays lançaient une guerre qui obligerait la Chine et la Russie à se battre ensemble », déclare l'expert de l'Institut des études de la Russie, d'Europe de l'Est et asie centrale de l'Académie Chinoise des Sciences Sociales, Yang Jin.

Entre la Russie et la Chine se trouve la steppe, la grande prairie d'Asie centrale, habitée par des peuples de tradition

pastorale nomade. Mongols, kazakhs et kirghizes entretiennent avec la Chine une tension qui a toujours caractérisé les relations entre éleveurs et agriculteurs. La Mongolie est certainement le pays de la région où la méfiance envers la Chine est la plus vive, mais dans presque toutes les anciennes républiques soviétiques d'Asie Centrale, il existe une méfiance de longue date envers les Chinois. A ce jour, ce sentiment n'a pas donné lieu à de grandes tensions ou incidents. [Le peu de choses qui ont existé](#) a été largement exploité et diffusé par les médias de propagande occidentaux dans les langues locales, les services de la BBC, d'anciens gadgets de la CIA comme *Radio Svoboda*, *Radio Free Asia*, etc. Les raisons sont généralement l'extractivisme chinois des ressources naturelles locales, au Kirghizistan, ou les mauvais traitements infligés à la minorité kazakhe (avec les Ouïghours) du Xinjiang, au Kazakhstan, mais le potentiel est là et il pourrait être activé pour déstabiliser une région d'une certaine copropriété russe -chinoise.

## Un 1972 à l'envers ?

Tant à Moscou qu'à Pékin, une politique bilatérale stable avec Washington aurait été préférée plutôt que l'établissement de l'alliance actuelle, mais l'exigence d'une telle politique est la reconnaissance des intérêts nationaux de la Russie et de la Chine par les États-Unis. Cela signifie une administration diplomatique, c'est-à-dire convenue et négociée, des différends. Aujourd'hui, ce n'est pas possible, car Washington ne reconnaît pas ses propres limites et sa politique est détournée par un *militarisme structurel*, déterminé par l'énorme poids politique de son complexe militaro-industriel dans les décisions de politique étrangère, dans les chambres représentatives et à la présidence du pays. Cela signifie que les politiques de force (sanctions, guerre hybride et pression militaire) passent clairement avant le dialogue, la négociation et la recherche d'accords. Si cela devait changer, cela aurait des conséquences immédiates sur l'équation actuelle et tout particulièrement sur l'attitude de la Russie. Cela peut-il changer ? Pour le moment, il n'y a pas le moindre signe de démocratisation du système politique étasunien (et finalement d'annuler ce *militarisme structurel*, présuppose précisément cela), mais à l'avenir nous ne le savons pas.

La mentalité de domination européenne et étasunienne du monde, gravée dans la conscience occidentale depuis la révolution industrielle et le colonialisme, est que la puissance mondiale équivaut à l'assujettissement de l'autre. Cette mentalité primitive, totalement inutile pour les défis du XXI<sup>e</sup> siècle, est ce qui rend toute perspective de montée en puissance de puissances émergentes, qui auparavant ne comptait pour rien, terrifiante pour ceux qui y adhèrent. Depuis cette mentalité, est manifeste la stupidité stratégique que les États-Unis encouragent par leur double hostilité une alliance parfaitement évitable entre la Chine et la Russie. Paradoxalement, c'est le candidat Donald Trump qui a énoncé cette absurdité dans une déclaration de 2015 avant de devenir l'un des présidents les plus terribles et les plus inquiétants de l'histoire des États-Unis d'Amérique :

« L'une des pires choses qui puisse arriver à notre pays est que la Russie soit poussée vers la Chine. Nous l'avons encouragée à s'allier avec la Chine, à voir les grands accords pétroliers qui sont en cours de finalisation. Nous les avons unis et c'est une catastrophe pour notre pays. L'incompétence de nos dirigeants en a fait des amis.

Il y a près d'un demi-siècle, lorsque le président Nixon et son secrétaire d'État, Henry Kissinger, ont modifié la corrélation mondiale des forces en 1972 en offrant à la Chine une normalisation des relations pour accroître la pression contre l'URSS, Kissinger lui-même considérait les Chinois, « [aussi dangereux que les Russes](#) ». "Dans une certaine période historique, ils seront même plus dangereux que les Russes", a-t-il prophétisé. « Dans vingt ans », a-t-il déclaré à Nixon, « son successeur (à la Maison Blanche) devra finir par se pencher vers les Russes contre les Chinois ». « Maintenant », a-t-il dit, « nous avons besoin des Chinois pour discipliner les Russes », mais à l'avenir, ce sera l'inverse. Quarante-cinq ans plus tard, dans ses dernières années, le vieux Kissinger a insisté sur cette idée en affirmant que « la Russie doit être considérée comme un élément essentiel de tout nouvel équilibre mondial et non comme une menace pour les États-Unis ».

Malgré la reprise nationale que la Russie a connue sous le président Poutine, les indicateurs généraux de sa

puissance indiquent le déclin. Laissant de côté les problèmes de sa structure économique (trop focalisée sur l'exportation des hydrocarbures) et de son système politique, la tendance de sa puissance est nettement moindre. Sa zone d'influence en Eurasie continue de se rétrécir. Perdu l'Ukraine. La Moldavie est plus orientée vers l'Ouest. En Asie centrale, il sanctionne une copropriété d'influence avec la Chine. La Turquie commence à intervenir militairement en Transcaucasie, comme on l'a vu lors de la dernière guerre du Haut-Karabakh. Et la goutte d'eau, c'est que même dans une Biélorussie fidèle et sûre, qui en a assez de son chef pour qui Moscou ne semble pas avoir d'alternative, le prestige russe auparavant solide s'érode. La Biélorussie est déjà pour la Russie une zone en litige avec la Pologne, ennemi historique de Moscou autrefois insignifiant mais désormais intégré à l'Union européenne comme les petites républiques baltes, empoisonne l'environnement et cause des problèmes ...

De ce point de vue, des relations normalisées avec les États-Unis seraient de bon augure pour Moscou. En même temps, elles contrecarreraient le pouvoir d'un voisin oriental développé avec lequel il maintient une longue frontière de 4200 kilomètres et une énorme disproportion de puissance économique qui est destinée à augmenter.

Renvoyer *un 1972* à la Chine depuis les États-Unis est une possibilité très rationnelle et pleine d'avantages pour Moscou. La Russie et la Chine n'ont pas à être « amis pour toujours ». Mais pour rompre leur alliance actuelle sans confiance, il y a besoin d'un minimum de la part des États-Unis et de son appendice impuissant, l'Union européenne. Et pour le moment, il n'y en a pas. De cette absence, résulte la coopération actuelle entre Moscou et Pékin.

**Rafael Poch de Feliu** \* pour son blog personnel [Rafael Poch](#)

[Rafael Poch](#). Catalunya, 3 février 2021

\* **Rafael Poch-de-Feliu** a été durant plus de vingt ans correspondant de « *La Vanguardia* » à Moscou à Pékin et à Paris. Avant il a étudié l'Histoire contemporaine à Barcelone et à Berlin-Ouest, il a été correspondant en Espagne du « *Die Tageszeitung* », rédacteur de l'agence allemande de presse « *DPA* » à Hambourg et correspondant itinérant en Europe de l'Est (1983 à 1987). [Blog personnel](#). Auteur de : « La Gran Transición. Rusia 1985-2002 » ; « [La quinta Alemania](#). Un modelo hacia el fracaso europeo » y de « [Entender la Rusia de Putin](#). De la humiliación al restablecimiento ».

Traduit de l'espagnol pour [El Correo de la Diaspora](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

*Post-scriptum :*

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d&#39;Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de [www.elcorreo.eu.org](http://www.elcorreo.eu.org)